



Rapport d'activité de l'Observatoire des tarifs bancaires

Le Directeur Général de l'IEDOM a remis fin juin au Ministre de l'Economie et des Finances le deuxième rapport d'activité de l'Observatoire des tarifs bancaires de l'IEDOM, couvrant la période d'octobre 2011 à octobre 2012. Ce rapport a été publié le 4 juillet 2013 en même temps que ceux de l'IEOM et du CCSF. Les principaux enseignements en sont les suivants :

- dans toutes les géographies de la zone IEDOM sauf à La Réunion, les tarifs bancaires ont été majoritairement orientés à la hausse ;
- pour une majorité des services bancaires les plus couramment utilisés par la clientèle, les tarifs demeurent moins élevés dans les DOM qu'en métropole ;
- les frais de tenue de compte demeurent une spécificité des DOM (la plupart des établissements en perçoivent), même s'ils commencent à se développer en métropole.

- [Le rapport d'activité de l'Observatoire des tarifs bancaires de l'IEDOM](#)

- [Le Rapport de l'Observatoire des tarifs bancaires 2013 du CCSF](#)

- [Le communiqué de presse du ministère de l'Economie et des Finances](#)

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 – BCE

Lors de sa réunion du 4 juillet 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « les informations disponibles ont confirmé notre précédente évaluation. Les tensions inflationnistes sous-jacentes devraient rester modérées à moyen terme dans la zone euro. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires, et en particulier celles du crédit, demeurent atones (...). Notre politique monétaire vise à maintenir une orientation accommodante dans la mesure justifiée par les perspectives de stabilité des prix et à promouvoir des conditions stables sur le marché monétaire. Elle apporte ainsi son soutien à une reprise de l'activité économique qui devrait intervenir plus tard dans l'année et en 2014. S'agissant de l'avenir, l'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire. Le Conseil des gouverneurs prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation se fonde sur le maintien, à moyen terme, de perspectives d'inflation globalement modérée, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie réelle et de l'atonie de la dynamique monétaire (...). S'agissant de l'analyse monétaire, les données récentes confirment l'atonie des évolutions de la monnaie et, en particulier, du crédit (...) Le taux de variation annuel des prêts au secteur privé est resté négatif. (...) Depuis l'été 2012, des progrès considérables ont été accomplis en termes d'amélioration des conditions de financement des banques et, notamment, de renforcement de la base de dépôts domestiques dans un certain nombre de pays en proie à des difficultés. Cette évolution a contribué à réduire la dépendance à l'égard du financement de l'Eurosystème, comme en témoignent les remboursements effectués actuellement au titre des opérations de refinancement à long terme d'une durée de trois ans. Afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement dans les pays de la zone euro, il est essentiel que la fragmentation des marchés du crédit de la zone euro continue à diminuer et que la résilience des banques soit renforcée lorsque c'est nécessaire. De nouvelles avancées décisives dans la mise en place d'une union bancaire permettront d'atteindre cet objectif. En particulier, le futur mécanisme de surveillance unique (MSU) et un mécanisme de résolution unique (MRU) constituent des éléments essentiels dans le processus de retour vers un système bancaire intégré et doivent donc être mis en place rapidement. ».

2 – Parlement européen

Lors du 1^{er} jour de la session plénière du Parlement du 1^{er} au 4 juillet, l'Union européenne a accueilli la Croatie en tant que 28^e État membre. La Croatie a été un pays candidat à l'adhésion pendant 10 ans et a pris part à un long processus de négociation durant 6 ans. En parallèle, à compter de cette date, la Hrvatska narodna banka, la banque centrale nationale de la Croatie, fait partie du Système européen de banques centrales (SEBC) et son gouverneur est membre du Conseil général de la Banque centrale européenne (BCE).

3 – Eurostat

Eurostat a publié, le 2 juillet, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,2 % en mai 2013, en hausse par rapport au taux de 12,1% relevé en avril. Dans l'UE27, le taux de chômage a été de 11,0 %, stable par rapport au mois précédent. Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à mai 2012, où ils se situaient respectivement à 11,3 % et 10,4 %.

Actualité législative

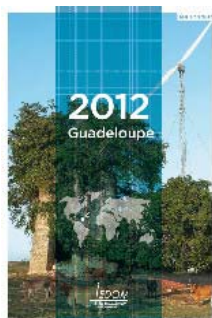
Publications au Journal Officiel

1- Ordonnance n° 2013-544 du 27 juin 2013 relative aux établissements de crédit et aux sociétés de financement <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027617519&dateTexte=&categorieLien=id>

Du fait de l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014, d'un règlement européen qui sera d'application directe en droit interne, et qui harmonisera la notion d'établissement de crédit au niveau communautaire, l'ordonnance crée un nouveau statut national de société de financement. Le régime législatif de ces sociétés s'inspire autant que possible de celui des établissements de crédit. L'ordonnance supprime au sein des établissements de crédit la catégorie de société financière ainsi que celle d'institution financière spécialisée et crée celle d'établissement de crédit spécialisé. Cette ordonnance entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Publication du rapport annuel 2012 de l'IEDOM, fascicule Guadeloupe



Le rapport annuel 2012 (édition 2013) de l'IEDOM est paru et a été présenté à la presse le 20 juin 2013 lors d'une conférence commune avec l'INSEE. Ce rapport présente les caractéristiques structurelles de l'île et dresse un panorama de son économie, avant de détailler les secteurs d'activité et l'évolution monétaire et financière en 2012.

L'économie guadeloupéenne, toujours fragile, n'a pu conforter en 2012 le rattrapage entrepris depuis la crise de 2009. La reprise, faute de s'affermir, reste trop modeste pour faire refluer le chômage, qui se maintient à un niveau élevé (22,9 %). L'exercice 2012 est caractérisé, à l'exception d'un premier trimestre bien orienté, par un retournement de tendance qui a éloigné les espoirs d'une consolidation rapide de la sortie de crise. Les différents indicateurs ont fait ressortir au total une activité sans souffle et mis en évidence les difficultés de nombreux acteurs économiques, que ce soit dans le secteur du BTP ou encore au sein des TPE guadeloupéennes.

Dans un contexte économique difficile et un environnement réglementaire en forte évolution, le système bancaire a toutefois continué à assurer le financement de l'économie guadeloupéenne à un rythme plus soutenu que dans de nombreuses géographies. Ce rapport est téléchargeable librement sur le site de l'IEDOM (<http://www.iedom.fr>).

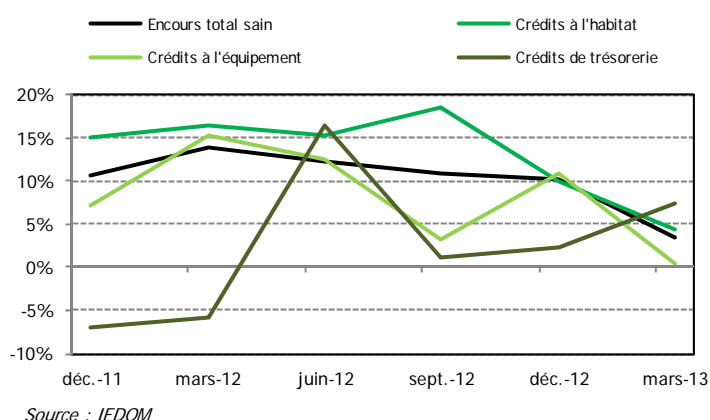
Croissance de l'activité de financement à Saint-Barthélemy...

Dans un contexte économique favorable, l'encours des crédits sains octroyés à la clientèle de Saint-Barthélemy (206,7 M€) continue de progresser à fin mars 2013, bien qu'à un rythme ralenti (+3,5 % en rythme annuel, après +10,1 % fin 2012). Sur le trimestre, l'encours affiche cependant une légère baisse (-2 %).

L'encours détenu par les ménages croît de 6 % en rythme annuel, après +10 % à fin 2012. Cette hausse est liée au dynamisme des crédits à l'habitat (+6,1 %, soit +8,1 M€) et à la reprise des crédits à la consommation (+4,8 % après -10,8 % en décembre 2012).

À contrario, les financements consentis aux entreprises sont en retrait de 2,4 %, après une forte hausse fin 2012 (+8,4 %). L'encours des crédits à l'habitat affiche une nouvelle baisse (-9,0 %) et les crédits d'exploitation chutent de 6,0 % sur un an. Quoique positive, la progression des crédits d'investissement s'essouffle au 1^{er} trimestre 2013 (+0,5 après +11 % au trimestre précédent).

Glissement annuel de l'encours de crédit à Saint-Barthélemy



... et bonne performance des actifs financiers (+6,2 %)

La collecte d'épargne se poursuit à un rythme dynamique au 1^{er} trimestre 2013 : l'encours croît de 6,2 % en glissement annuel (après +3,9 % fin décembre 2012) pour atteindre 479,8 M€. Une forte croissance est également observée sur trois mois (+8,4 %). Cette hausse est plus marquée pour les ménages (+7,2 %) que pour les entreprises (+5,4 %).

Les dépôts à vue, principaux actifs financiers détenus par les agents (54,4%), connaissent un rebond sur un an (+9,1 % après -4,9 % en décembre 2012), reflétant un comportement de précaution de certains agents économiques. Les placements liquides ou à court terme enregistre un taux de croissance stable (+3,2 % après +3,1 % fin 2012) en dépit du recul des placements indexés sur les taux de marché (-12,2 %). Les comptes d'épargne à régime spécial affichent une hausse soutenue (+19,1 %), portés notamment par la forte croissance des livrets A (+40,9 %). En revanche, l'épargne longue reste en retrait (-1,3 %).

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Visite du Premier ministre

Le Premier ministre a effectué son premier déplacement outre-mer en Martinique et en Guadeloupe. Jean-Marc Ayrault est arrivé en Guadeloupe le 27 juin pour une visite de deux jours, ponctuée de déplacement sur le terrain et de contacts avec la population. Différents sujets ont été abordés au cours de cette visite, au titre desquels les préoccupations du moment telles que la sécurité, l'emploi, les prix de l'essence, la situation du secteur du BTP...

Bilan Air Antilles Express

La société CAIRE qui exploite les deux compagnies Air Antilles et Air Guyane vient de clôturer son dernier exercice social avec un chiffre d'affaire estimé à 61 millions d'euros, et un résultat positif. L'année 2012 a été marquée par l'arrivée d'un 3^{ème} ATR 42 500, un appareil de 48 places, sur les dessertes telles que Sainte Lucie et Saint-Domingue. La compagnie a par ailleurs maintenue ses positions sur les dessertes historiques entre Point-à-Pitre, Fort de France et Saint Martin. Air Antilles a également initié des partenariats avec Corsaire et Air France.

Convention sur le microcrédit social à Deshaies

Une convention a été signée entre la Caisse régionale de Crédit agricole mutuel de Guadeloupe et la collectivité de Deshaies par le biais du Centre communal d'action sociale. Le dispositif de microcrédit social devrait permettre au CCAS de favoriser l'insertion ou la réinsertion sociale et professionnelle. L'objectif est de proposer des solutions pour faire face aux problématiques que rencontrent les personnes à faible revenus mais souhaitant créer leur propre entreprise. L'accord, d'une durée d'un an, et vise dans un premier temps l'accompagnement de 50 emprunteurs. Le protocole débouchera sur la mise en place du cautionnement solidaire du Fonds de cohésion sociale destiné à la garantie des prêts sociaux.

Achats de Mediaserv par Canal+ et d'Outremer Télécom par Altice

La filiale Canal+ Overseas devient actionnaire principal de Mediaserv à hauteur de 51 %. L'objectif de l'opération est de développer l'activité des deux groupes en alliant leurs compétences. Créé en 1989 par le groupe Loret, Mediaserv travaille dans le secteur des réseaux et des télécommunications en Outre-mer et est présent en Guadeloupe, où la société a son siège, en Martinique, en Guyane, ainsi qu'à la Réunion. Par ailleurs, le 24 juin, AXA Private Equity, un des leaders mondiaux du capital investissement, a annoncé avoir signé un accord pour la vente de sa participation majoritaire dans la société Outremer Télécom (Only) à Altice, le fonds d'investissement spécialisé dans le câble et les télécommunications (Numéricable en France, Le Câble aux Antilles...).

ACTUALITÉ RÉGIONALE

Construction d'une centrale thermique à Saint-Martin

Bouygues Energies & Services, filiale de Bouygues Construction, a signé fin juin un contrat avec EDF pour la conception-réalisation d'une centrale thermique de 25 MW qui alimentera en énergie la partie française de l'île de Saint-Martin. La future centrale thermique constitue une extension de l'actuelle centrale de production. D'une durée de 24 mois, la construction de la centrale et d'un bâtiment administratif adjacent débutera à l'obtention du permis de construire, qui devrait aboutir dans un délai maximum de six mois. Ce projet mobilisera en pointe 60 collaborateurs.

Investissement de la SEMSAMAR en baisse à Saint-Martin

La directrice générale de la SEMSAMAR Marie-Paule Bélénus-Romana, était à Saint-Martin le 4 juillet lors de la séance du Conseil territorial pour présenter aux élus les résultats, l'activité et les axes de développement de cette société d'économie mixte pour 2012. Entre 2011 et 2012, les investissements ont été réduits de moitié avec 14,5 millions d'euros en 2012, contre 27,38 millions d'euros en 2011, notamment du fait du ralentissement ou l'arrêt de plusieurs opérations de la SEMSAMAR liés à des blocages administratifs. Toutefois, des opérations significatives, telles que celles de la médiathèque, ont connu une phase opérationnelle très active et permettent à la société d'afficher une activité mandat qui représente 67 % de ses investissements à Saint-Martin en 2012.

Lancement des travaux de réfection du ponton de Corosol à Saint-Barthélemy

Les travaux de réfection du ponton de Corosol ont été lancés début juin. Une nouvelle dalle, large de trois mètres, vient d'être coulée. L'ensemble des travaux est estimé à 320.000 euros et prévoit également l'éclairage du nouveau ponton et l'équipement d'une caméra de vidéosurveillance.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Mai	2013	129,2 127,3	-0,3 % 0,1 %	1,2 % 0,8 %	
Demandeurs d'emploi (Source : Diccete)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Mai	2013	60 930	0,0 %	5,2 %	
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations - (en cumul - millions d'euros) Importations - (en cumul - millions d'euros)		Mai	2013	126,4 1 142,9	- -	62,1 % 5,3 %	
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Mai	2013	342	-17,0 %	-0,6 %	
Vulnérabilité des ménages (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Mai	2013	21 119 517	-0,5 % 2,2 %	4,7 % 38,6 %	

INDICATEURS SECTORIELS						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbes)	Nombre de passagers (hors transit)		Mai	2013	148 866	-12,2 %	12,4 %	
			Cumul annuel		861 991	-	-2,1 %	
Trafic maritime (Source : Port autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Mai	2013	281 300 80 570	-6,3 % 13,8 %	-0,5 % 27,2 %	
Fréquentation des hôtels classés (Source : Insee)	Nombre de nuitées (en milliers)		Mars	2013	124	-0,8 %	6,0 %	
			Cumul annuel		357	-	-0,8 %	
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Juin	2013	1 173	13,4 %	-15,7 %	
			Cumul annuel		7 179	-	-6,4 %	
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Juin	2013	19 606	8,2 %	-6,0 %	
			Cumul annuel		121 010	-	4,6 %	

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Rapport annuel »

Comme chaque année, l'Iedom publie son **rapport annuel**. Cette monographie dresse un état des lieux global et sectoriel de l'économie guyanaise sur l'année passée. Le rapport annuel de l'Iedom peut être obtenu gratuitement dans les locaux de l'agence, 8 rue Christophe Colomb à Cayenne.



Publication : « Tendances conjoncturelles »

Après une phase de redressement en 2012, les investissements reculent de façon sensible au premier trimestre. Les ventes de véhicules utilitaires neufs s'affichent en retrait sur le trimestre (- 34,7 %) à l'instar des importations de biens d'équipement (- 7,5 % CVS) et des créations d'entreprises (- 20,8 % CVS). Les prévisions d'investissement à un an sont défavorables dans l'ensemble mais contrastées selon les secteurs. Dans les secteurs moteurs de l'économie tels que la construction, l'industrie et le commerce, les intentions des chefs d'entreprise d'investir à un an restent sur leur tendance baissière. En revanche, elles s'améliorent de façon non négligeable dans les secteurs des services marchands et du tourisme. Les prévisions d'investissement dans le secteur primaire poursuivent leur repli entamé au trimestre précédent, tout en restant supérieures à la moyenne de longue période.



Publication : « Evolutions monétaires en Guyane »

Après un quatrième trimestre bien orienté, l'activité bancaire du département est plus modérée sur le premier trimestre 2013 avec un encours sain de crédits en hausse de +0,7 %, à 2 512 M€ (soit +18,1 M€), et une collecte en progression de 1,4 % (soit +23,1 M€) pour un total de 1 655 M€.

Au 31 mars 2012, l'évolution monétaire et financière en Guyane se caractérise ainsi par :

- une activité bancaire qui marque le pas
- une activité de financement plus modérée
- une évolution contenue des actifs financiers



Ces publications ainsi que celles des autres géographies d'outre-mer sont téléchargeables gratuitement sur notre site Internet www.iedom.fr.

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1^{er} juillet 2013, le prix de vente au détail des carburants à 1,71 € / litre pour l'essence (stable) et 1,53 € / litre pour le gazole (- 1 centime). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 21,34 €, soit une diminution de 80 centimes.

Un accord permettant la revalorisation des marges des distributeurs au 1er juillet 2013 a été conclu. Les distributeurs bénéficieront d'un montant de 1,04 centime supplémentaire par litre de carburant, sans que cela ait un impact sur le prix payé par le consommateur. Cette augmentation a été permise par la suspension du versement du montant de 0,64 centime à la Caisse de cessation de contrat d'activité (montant initialement destiné à alimenter un fond de retraite pour les gérants des stations) dans le cadre de l'Accord interprofessionnel pétrolier (AIP) d'une part, et par des calculs d'arrondis à hauteur de 0,40 centime d'autre part. Cet accord est prévu pour une durée de 3 mois en attendant la publication du décret de réforme relatif à la réglementation des prix des carburants en outre-mer.

Prix à la consommation

En mai 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère baisse en Guyane (- 0,1 %), due à celle des prix de l'énergie (- 1,5 %) et des produits manufacturés (- 0,3 %). Sur un an, l'indice des prix augmente de 1,2 %, principalement tiré par la progression des prix de l'alimentation (+ 3,4 %) et des services (+ 1,0 %). L'augmentation annuelle des prix en Guyane est identique à celle constatée en Guadeloupe (+ 1,2 %). Elle est sensiblement inférieure à celle observée à La Réunion (+ 1,6 %) mais reste toutefois supérieure à l'évolution enregistrée pour la Martinique (+ 1,0 %) et la France entière (+ 0,8 %).

Spatial

Le lanceur Soyouz a lancé avec succès, depuis le Centre spatial guyanais (CSG), les quatre premiers satellites de la constellation O3b. Il s'agit du 5ème décollage, tous effectués avec succès, depuis le CSG pour le lanceur russe depuis son premier vol le 21 octobre 2011. Ces satellites, construits par Thalès Alenia Space, sont prévus pour offrir un accès internet à haut débit et peu coûteux à 3 milliards d'habitants de 180 pays du Sud.

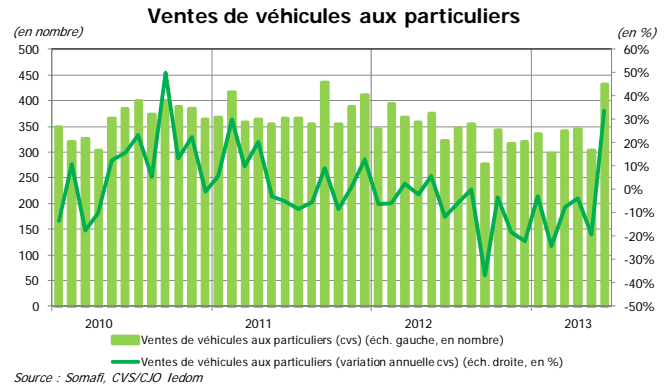
Coût d'activité des entreprises

Guyane Développement, l'Agence régionale de développement, a publié une étude sur « les coûts des facteurs de production en Guyane ». Ce dossier estime les différents coûts auxquels peut faire face une entreprise dans l'exercice de son activité. Ces coûts sont répartis en 14 sous-catégories telles que l'énergie ou les télécommunications. Cette étude est disponible dans les dossiers du mois de « actu-dossiers » sur le site www.entreprendre-en-guyane.fr.

Ventes de véhicules

Après avoir enregistré une baisse de 26,3% (CVS) entre avril et mai, les ventes de véhicules neufs aux particuliers s'apprécient de 42,7 % (CVS) au mois de juin. Les ventes de véhicules utilitaires progressent de nouveau en juin (+ 10,5 % CVS). En revanche, les ventes de véhicules d'occasion continuent de reculer (-17,3 %).

En dépit de l'amélioration relative constatée au deuxième trimestre sur le marché automobile, les ventes de véhicules aux particuliers cumulées depuis le début de l'année restent néanmoins en repli (- 7,5%) par rapport au premier semestre 2012. Les ventes de véhicules utilitaires ont également reculé sensiblement (- 11,3 %). La diminution la plus notable concerne le marché des véhicules d'occasion (- 23% en cumul par rapport à juin 2012).



Emploi

Selon la publication n° 172 de l'Acoss Stat de juin 2013, la Guyane a enregistré, au premier trimestre 2013, une hausse des effectifs du secteur privé de + 2,5 %, en rythme annuel. Elle bénéficie de fortes créations d'emplois dans tous les secteurs. Concernant la masse salariale, la Guyane est la région la plus dynamique avec une augmentation de + 5,6 % sur un an.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Coopération surinamo-haïtienne

Le Président surinamais Désiré Delano Bouterse et son homologue haïtien Michel Martelly ont signé deux accords de coopération à la suite d'une visite de 3 jours en Haïti. Ces accords ont pour objectif la mise en œuvre de projets de développement dans de nombreux secteurs et dans des domaines d'intérêt mutuel tels que le transfert de connaissances à travers les organismes publics des deux pays et l'envoi de missions d'experts dans le cadre de l'assistance technique et de la formation.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Avr-13 126,8	-[0,1%]	[1,3 %]	Insee
		Prix administré du litre d'essence	Juil-13 1,71	[0,0%]	[-1,2%]	Préfecture/Dieccte
	MARCHÉ DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Mai-13 20 315	-[0,3%]	[13,7%]	Pôle emploi
		Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Mai-13 8 177	-[1,1%]	[3,0%]	Pôle Emploi
		Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Avr-13 15 654	[2,8%]	[11,1%]	Caf
CONSOMMATION	Prestations nettes versées (1)	Avr-13 8,4 M€	[-8,5%]	[5,9%]	Caf	
	Cumul	33,6 M€		[9,9%]		
INVESTISSEMENT	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Mai-13 14,0 M€		2,7%	15,0%	Douanes
	Cumul	65,2 M€			7,0%	
COMMERCE EXTERIEUR	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Juin-13 363		42,7%	33,7%	Somafi
	Cumul	1 833			-5,1%	
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL	Importations de biens d'équipement (BE) (3) (4)	Mai-13 34,5 M€	-7,2%	18,2%	Douanes
		Cumul	197,6 M€		26,4%	
INDUSTRIE	Ventes de véhicules utilitaires	Juin-13 113		10,5%	16,3%	Somafi
	Cumul	464			-12,2%	
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	Exportations (3)	Mai-13 19,0 M€		-18,9%	-29,1%	Douanes
	Cumul	108,8 M€			42,5%	
TOURISME	Importations (3) (4)	Mai-13 144,2 M€		9,5%	4,7%	Douanes
	Cumul	666,9 M€			23,6%	
INDUSTRIE	BTP	Tirs effectués	Cumul à Juin-13 3 tirs (2 Ariane 5, 1 Soyouz)			3 tirs à Juin-12
		Satellites lancés	Cumul à Juin-13 9 satellites, et 1 ATV*			5 satellites et 1 ATV*
INDUSTRIE	INDUSTRIE	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Juin-13 6 614 tonnes	1,4%	-16,3%	Ciments guyanais
		Cumul	43 837 tonnes		-6,9%	
INDUSTRIE	INDUSTRIE	Exportations d'or en volume (3)	Mai-13 80 kilos	-61,6%	-59,2%	Douanes
		Cumul	494 kilos		-32,3%	
INDUSTRIE	INDUSTRIE	Exportations d'or en valeur (3)	Mai-13 2,8 M€	-61,5%	-62,5%	Douanes
		Cumul	17,7 M€		-26,5%	
INDUSTRIE	INDUSTRIE	Cours de l'once d'or	Mai-13 1 414,82 \$	[-4,8%]	[-10,8%]	London Bullion Market Assoc./AFD
		Grumes sorties de forêt	Dec-12 20 767 m3	29,8%	215,8%	ONF
INDUSTRIE	INDUSTRIE	Cumul	74 878 m3		1,7%	
		Exportations de crevettes (3)	Mai-13 21 tonnes	-23,2%	-40,0%	Douanes
INDUSTRIE	INDUSTRIE	Cumul	236 tonnes		-6,0%	
		Exportations de poissons (3)	Mai-13 55 tonnes	-10,3%	-5,2%	Douanes
INDUSTRIE	INDUSTRIE	Cumul	297 tonnes		21,1%	
		Exportations de riz (2) (3)	Mai-13 0 tonne	n.s	n.s	Douanes
INDUSTRIE	INDUSTRIE	Cumul	0 tonne		n.s	
		Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Mars-13 32 640	-3,0%	3,0%	CCIRG
INDUSTRIE	INDUSTRIE	Cumul	98 502		5,0%	
		Nombre de nuitées	Févr-13 23 000	-5,0%	-17,6%	Insee
INDUSTRIE	INDUSTRIE	Cumul	46 000		-13,1%	

[Données non CVS] *ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires : les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

(4) Données excluant l'importation exceptionnelle du navire d'exploration pétrolière affrété par Shell en juin 2012.

ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Circulation fiduciaire

Au 30 juin 2013, les émissions nettes de billets ont progressé de 6,8 % en volume et en valeur sur un an. Le nombre de billets en circulation s'établit ainsi à 21,2 millions (contre 19,8 millions un an plus tôt), pour une valeur de 863,7 millions d'euros (contre 808,9 millions d'euros à fin juin 2012). Parallèlement, les émissions nettes de pièces ont progressé de 6,1 % en volume et de 3,4 % en valeur. Le nombre de pièces en circulation s'établit ainsi à 189,2 millions en juin 2013 (contre 178,3 millions un an plus tôt) pour une valeur totale de 25,2 millions d'euros (contre 24,3 millions d'euros un an plus tôt).

IEDOM : publication du Rapport annuel 2012 (édition 2013)

Le 20 juin, l'IEDOM a publié la dernière édition de son Rapport annuel.

L'année 2012 est caractérisée par une activité économique au ralenti en Martinique. La progression du PIB pourrait être très modeste, ce qui le maintiendrait en dessous de son niveau d'avant la crise de 2009. Le rattrapage économique partiel observé en 2010 et 2011 marque le pas en 2012, avec pour conséquence une hausse du nombre de demandeurs d'emploi. La consommation des ménages, principal moteur de la croissance économique, est peu vigoureuse alors que l'investissement suit des évolutions variables selon les agents économiques : si l'investissement des ménages résiste, celui des entreprises est en retrait.

Pour les mois à venir, la conjoncture demeure incertaine et les difficultés économiques et financières auxquelles font face les pays occidentaux pourraient continuer d'affecter l'évolution de l'économie martiniquaise, à travers notamment les mesures de réduction des déficits publics.

Le rapport annuel de l'IEDOM est téléchargeable sur son site : <http://www.iedom.fr/martinique/publications-47/rapports-annuels-117/>

CEROM : publication du tableau de bord pour le premier trimestre 2013

L'IEDOM a publié le tableau de bord économique de la Martinique pour le premier trimestre 2013. Ce tableau de bord est réalisé dans le cadre du partenariat CEROM (Comptes Economiques Rapides pour l'Outre-mer) qui rassemble l'INSEE, l'AFD et l'IEDOM.

Au premier trimestre 2013, la conjoncture économique est peu porteuse. Le climat des affaires est dégradé, bien que stable, l'indicateur du climat des affaires restant sensiblement inférieur à sa moyenne de longue période. La consommation des ménages est en repli, alors que le chômage continue de progresser. L'investissement semble fléchir.

Le tableau de bord est disponible sur le site du CEROM : http://www.cerom-outremer.fr/IMG/pdf/tdb_cerom_martinique_juin_2013.pdf

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

BTP : des perspectives de reprise dans le bâtiment ?

En cumul à fin mai 2013, le nombre total de permis de construire atteint 1 565, en augmentation de 29,9 % par rapport à l'année précédente. Cette progression ne permet toutefois pas de retrouver le niveau de 2011. En effet, entre janvier et mai 2011, le nombre de dépôts de permis s'établit à 7 345 (tous logements confondus). Début 2013, le nombre de permis relevant de logements collectifs a plus que doublé, tandis que le nombre de permis accordés pour des logements individuels est en repli de 15,9 %. Cette baisse tient principalement à la contraction du nombre de permis délivrés pour des logements individuels groupés (-52,0 %) et, dans une moindre mesure, pour des logements individuels purs (-0,4 %). En cumul annuel à fin mai, les attestations de conformité électrique sont orientées à la hausse (+30,1 %). Parallèlement, les ventes de ciment sont en retrait (-6,8 %).

Ces éléments contradictoires traduisent l'incertitude régnant dans le secteur du BTP. Malgré l'existence de certains projets, les mises en chantier tardent à se concrétiser. Toutefois, l'augmentation du nombre de permis pour des logements collectifs pourrait laisser entrevoir une reprise de la construction de logements sociaux.

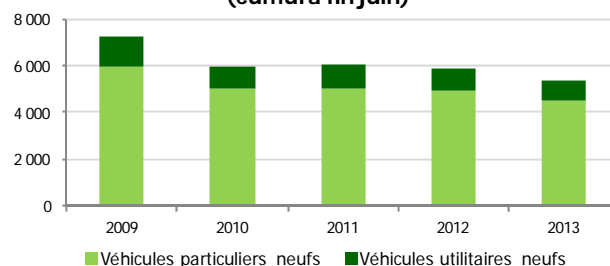
Vente de véhicules neufs : poursuite de la dégradation

Pour les six premiers mois de 2013, les immatriculations de véhicules neufs s'élèvent à 5 352. Elles sont en nette diminution sur un an (-8,4 %). Cette baisse concerne aussi bien le segment des véhicules de tourisme (-8,6 %) que celui des véhicules utilitaires (-7,3 %). Les véhicules de marques françaises souffrent davantage de la contraction du marché. Leurs ventes sont en baisse de 16,3 % contre 2,8 % pour les véhicules de marques étrangères.

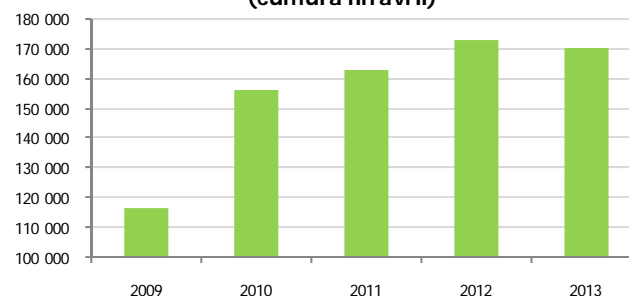
Hypermarchés : baisse du chiffre d'affaires

En avril, le chiffre d'affaires des hypermarchés confirme son repli. Après une croissance constante au cours des précédentes années, il est en baisse de 1,5 % en cumul depuis janvier à avril 2013, à 170,3 millions d'euros.

Immatriculations de véhicules
(cumul à fin juin)



Chiffre d'affaires des hypermarchés
(cumul à fin avril)



Source : DIECCTE

INSEE : publication de l'étude sur l'emploi salarié au quatrième trimestre 2012

L'INSEE a publié son étude sur l'emploi salarié marchand aux Antilles-Guyane pour le quatrième trimestre 2012. En Martinique, malgré une tendance à la stabilisation, le niveau de l'emploi connaît une légère reprise. Néanmoins, il demeure inférieur au niveau de début 2009.

L'étude est disponible sur le site de l'INSEE : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=23&ref_id=20085

Visite du premier ministre : maintien de la défiscalisation

Lors de sa visite en Martinique, les 26 et 27 juin, à l'occasion du centième anniversaire de la naissance d'Aimé Césaire, Jean-Marc Ayrault a fait part de ses objectifs prioritaires pour l'Outre-mer que sont la compétitivité et la croissance, la transition énergétique, et le développement de l'économie du savoir. Il a également annoncé le maintien du dispositif de défiscalisation dans l'Outre-mer pour les PME, ainsi que l'expérimentation d'un crédit d'impôt pour certaines entreprises et pour les organismes de logements sociaux. Enfin, il a annoncé l'installation prochaine de l'antenne Antilles-Guyane de la Banque Publique d'Investissement (BPI) dont l'activité financièrement serait assurée outre-mer par l'Agence Française de Développement (AFD).

ACTUALITÉS RÉGIONALES

OECE : 57^e réunion de l'autorité de l'OECE

L'autorité de l'OECE (Organisation des Etats de la Caraïbe de l'Est) a tenu sa 57^e réunion du 2 au 4 juin à Antigua. Lors de cette rencontre, les chefs de gouvernement ont réaffirmé leur volonté d'une plus grande intégration économique, par l'adoption de la nouvelle stratégie de développement de l'OECE. Le communiqué de presse de clôture est disponible sur le site de l'OECE : <http://www.oecs.org/media-center/press-releases/secretariat/60-authority>

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- mai 2013	129,4	-0,2 %	+1,0 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- mai 2013	44 406	+0,2 %	+6,4 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- mai 2013	21 629	0,0 %	+0,8 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- mai 2013	33 610	-1,0 %	-16,2 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- mai 2013	250,5	+8,8 %	-3,0 %
	Exportations (millions d'euros)	- mai 2013	54,6		+10,7 %
	Taux de couverture mensuel		21,8 %		-2,7 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- avril 2013	41,1	-11,0 %	-3,7 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- avril 2013	170,3		-1,6 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- mai 2013	17 346	-0,1 %	-0,5 %
	Retraits de cartes bancaires	- mai 2013	5 005		-0,4 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- mai 2013	122 339	-9,5 %	+12,2 %
		- cumul annuel	709 824		-16,1 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- mai 2013	0	-	-
		- cumul annuel	73 265		+19,9 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- mai 2013	13 559	-11,5 %	-0,9 %
		- cumul annuel	72 541		-6,8 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- mai 2013	970	+47,6 %	+0,5 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- mai 2013	140	+1,4 %	-23,5 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		5 311		-8,1 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication du rapport annuel de l'IEDOM pour La Réunion



Le rapport annuel de l'IEDOM pour La Réunion portant sur l'année 2012 a été présenté lors de la conférence de presse organisée le 20 juin 2013 à l'agence de Saint Denis. Cette monographie analyse, dans un premier chapitre, les caractéristiques structurelles de La Réunion, puis dresse le panorama de l'économie réunionnaise à partir des principaux indicateurs économiques. Un troisième chapitre détaille les différents secteurs d'activité qui constituent l'économie locale, en soulignant leurs dynamiques et leurs problématiques propres. Enfin, l'évolution monétaire et financière locale fait l'objet d'un quatrième chapitre portant sur l'organisation du secteur, les grandes tendances de l'activité bancaire en termes d'encours de crédits et de collecte de dépôts et la situation financière des principales banques de la place.

Le rapport est disponible en [mode interactif](#) ou en [téléchargement](#) sur le site de l'IEDOM.

Légère diminution de la performance financière des banques locales en 2012

La situation agrégée des quatre principales banques locales de la place, qui représentent près de la moitié des encours de crédits, montre une rentabilité en légère baisse en 2012 par rapport à l'année précédente, en dessous de leur niveau atteint dans les années précédant la crise financière de 2009. Leur résultat net après impôt s'établit à 69,7 millions d'euros en 2012, en baisse de 4,5 % par rapport à 2011. Leur produit net bancaire, qui correspond à la marge brute dégagée par les activités bancaires, s'inscrit en légère baisse de 0,9 %, après une année 2011 un peu mieux orientée.

L'étude du secteur bancaire réunionnais en 2012 est disponible dans le [rapport annuel de l'IEDOM](#).

Baisse de l'activité de financement au 1^{er} trimestre 2013

Faisant suite à un quatrième trimestre traditionnellement porteur pour le secteur bancaire, le premier trimestre 2013 enregistre une légère contraction des encours bancaires totaux (- 1,0 %). Les crédits à l'économie ont ainsi souffert des baisses des concours aux collectivités locales (- 2,4 %) et dans une moindre mesure aux ménages (- 1,1 %). La baisse de l'encours de crédits aux collectivités locales provient de la gestion active de leur dette. Le recul des concours consentis aux ménages fait suite à la très forte hausse du quatrième trimestre 2012.

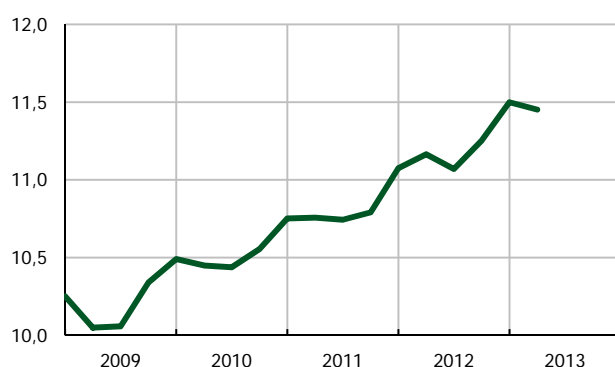
Les financements consentis aux entreprises restent pratiquement stables au premier trimestre 2013 (+ 0,1 %), mais sont globalement mieux orientés depuis mi 2011.

Concours bancaires (milliards d'euros)



Source : IEDOM

Dépôts collectés (milliards d'euros)



Source : IEDOM

Parallèlement, la collecte d'épargne s'inscrit en légère baisse de 0,4 %. Cette diminution s'explique par le recul des dépôts à vue, habituel au premier trimestre (- 2,8 %), mais aussi par la forte baisse des placements indexés sur les taux de marché (- 8,0 %).

Les placements des ménages restent pratiquement inchangés, tandis que les actifs financiers détenus par les sociétés non financières s'inscrivent en baisse au premier trimestre (- 4,8 %), après un quatrième trimestre 2012 traditionnellement en forte hausse.

Le « suivi de la conjoncture financière et bancaire au premier trimestre 2013 » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

Diminution progressive de la sinistralité

Au premier trimestre 2013, les créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit continuent à se contracter (- 3,5 %). Cette amélioration de la sinistralité depuis le second semestre 2012 permet une légère diminution du poids des créances douteuses dans l'encours total. Ainsi, le taux de créances douteuses s'établit à 6,2 % contre 4,2 % en France métropolitaine (à fin décembre 2012). Il perd 0,2 point sur le trimestre et 0,4 point sur un an. Parallèlement, les provisions sur créances douteuses progressent légèrement (+ 0,4 %).

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	<i>Mai 2013</i>	130,0	- 0,1 %	+ 1,6 %
	IPC France entière		127,3	+ 0,1 %	+ 0,8 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	<i>Mai 2013</i>	19 214	- 21,1 %	- 23,1 %
	En cumul (milliers d'euros)		109 665	-	- 7,7 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	<i>Avril 2013</i>	1 425,7	-	- 6,8 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)		103,9	-	+ 1,6 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	<i>Mai 2013</i>	135 340	+ 0,4 %	+ 10,1 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	<i>Mai 2013</i>	172 244	+ 26,9 %	+ 1,1 %
	Cumul	<i>cumul Mai</i>	807 086	-	- 3,7 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	<i>Mars 2013</i>	73 800	+ 26,2 %	+ 2,8 %
	Cumul	<i>cumul Mars</i>	204 000	-	- 3,9 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	<i>Avril 2013</i>	3 347	-	n.s.
	Cumul (milliers d'euros)	<i>cumul Avril</i>	8 237	-	+ 29,5 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	<i>Avril 2013</i>	50,4	-	n.s.
	Cumul (milliers de tonnes)	<i>cumul Avril</i>	118,1	-	+ 45,1 %
	Effectifs salariés du BTP	<i>Mai 2013</i>	15 513	- 1,5 %	- 8,6 %

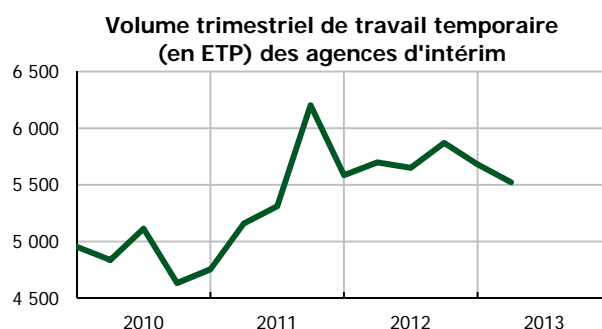
Stabilité de l'emploi dans le secteur privé au 1^{er} trimestre 2013

L'emploi dans le secteur privé est stable (+ 0,1 %) au premier trimestre 2013 par rapport premier trimestre 2012, selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), tandis qu'il baisse légèrement de 0,7 % au niveau national. Par ailleurs, la masse salariale dans l'île progresse à un rythme supérieur à celui de la France entière : + 2,4 % à La Réunion sur un an, contre + 1,1 % au niveau national.

Baisse du volume de travail temporaire des agences d'intérim au 1^{er} trimestre 2013

A La Réunion, le volume de travail temporaire en équivalent-emplois à temps plein est estimé à 4 700 emplois intérimaires (données CVS) au premier trimestre 2013, selon le fichier Pôle emploi des déclarations des agences d'intérim. Il diminue de 2,8 % par rapport au trimestre précédent, pour le deuxième trimestre consécutif. En France entière, les effectifs intérimaires augmentent de 2,3 %.

Le nombre de contrats conclus (données CVS) par les établissements de travail temporaire est estimé à 17 200 au premier trimestre 2013, en baisse de 1,2 %.



Sources : Dares, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations des agences d'intérim, CVS IEDOM

Réduction des déficits d'Air Austral pour l'exercice 2012-2013

Air Austral a présenté, au cours de son conseil de surveillance qui s'est tenu le 07 juin 2013, son rapport d'activité de l'exercice 2012-2013, clos au 31 mars 2013. La compagnie réunionnaise affiche un déficit d'exploitation de 27 millions d'euros, en retrait de 50 % par rapport au précédent exercice. Le résultat net reste également déficitaire mais recule : 47 millions d'euros de déficit contre 80 millions d'euros un an auparavant. Le nouveau « business plan » mis en place par la nouvelle direction a permis de réduire les coûts de fonctionnement de l'entreprise et d'améliorer le coefficient de remplissage des avions. Marie-Joseph Malé, le PDG d'Air Austral, maintient l'objectif d'un retour à l'équilibre dès l'exercice 2013-2014.

Réélection de Yann de Prince à la tête du Medef Réunion

Seul candidat déclaré, Yann de Prince, président de la société Mobius, a été réélu le 04 juillet 2012 à la tête du Medef de La Réunion pour trois années supplémentaires. Il occupe cette fonction depuis juin 2010.

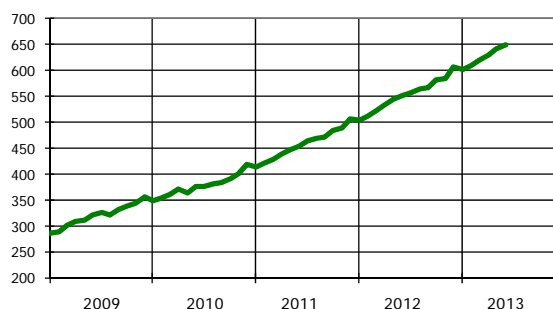
ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

En juin, les émissions nettes de billets ont augmenté de 8,9 millions d'euros après +12,7 millions d'euros le mois précédent (soit une hausse de +1,4 % après celle de +2 % en mai). Elles s'établissent à 650,4 millions d'euros. En volume, les émissions nettes de billets suivent également une tendance à la hausse : +1,5 % (après +2,2 % le mois précédent). Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte, depuis la mise en circulation de l'Euro, atteint 11,8 millions au 30 juin ; 73 % d'entre eux sont constitués par la coupure de 50 € (67 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La progression de l'émission nette de billets ayant évolué plus en nombre qu'en montant au cours du mois, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île se déprécie de 7 centimes et s'établit à 55 € au 30 juin 2013.

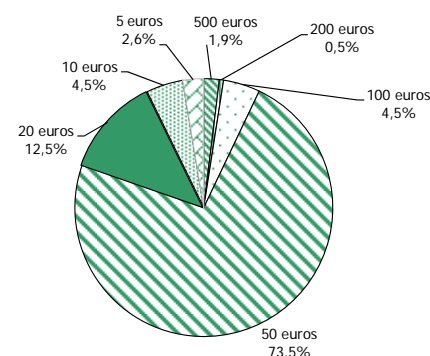
Emissions nettes cumulées de billet au 30 juin 2013

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en nombre au 30 juin 2013



Source : IEDOM

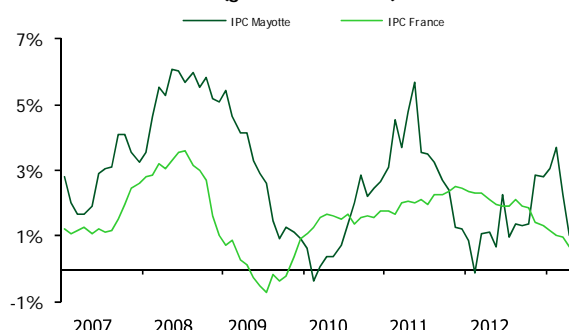
BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Légère augmentation des prix au mois de mai

Au mois de mai, l'indice des prix à la consommation augmente légèrement (+0,3 %). Cette hausse est principalement portée par l'évolution des prix des produits alimentaires et des boissons (+0,5 %) ainsi que de celle des produits manufacturés (+0,5 %). Les prix des services aux ménages baissent de 0,1 %.

En glissement annuel, les prix augmentent de 0,8 % et s'inscrivent dans la tendance à la baisse observée depuis le mois de mars (+3,7 % en février, +2,3 % en mars, +1,0 % en avril). L'inflation s'explique essentiellement par l'évolution des prix des produits alimentaires et des boissons (+3,5 %) et dans une moindre mesure de celle des services aux ménages (+0,6 %). Les prix des produits manufacturés sont en baisse de 1,2 %.

Indice des prix à la consommation (glissement annuel)



Base 100 : année 2006

Source : INSEE

Le taux d'indexation des salaires de la fonction publique fixé à 40 %

Une réunion sur l'indexation des salaires de la fonction publique à Mayotte s'est tenue à Paris le lundi 10 juin en présence des organisations syndicales. Le gouvernement a ainsi annoncé la mise en place effective de l'indexation à partir du 1^{er} janvier 2014 avec un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2013. Alors que les syndicats réclamaient un taux équivalent à celui appliqué sur l'île de La Réunion (53 %), le gouvernement a retenu un taux d'amorce de 5 % pour 2013, avec une évolution progressive pour atteindre 40 % au 1^{er} janvier 2017 (10 % en 2014, 20 % en 2015 et 30 % en 2016). Outre la fixation du taux, la réunion a aussi permis d'aborder la question du remplacement à venir de l'indemnité d'éloignement par l'Indemnité de sujétion géographique (ISG). Le gouvernement propose un supplément salarial de 20 mois de salaire réparti sur les quatre premières années de leur affectation sur le territoire. Cependant, la mesure n'a pas encore trouvé de points d'accord et sera rediscutée ultérieurement. Elle a en effet été jugée insuffisante par les syndicats qui estiment que cela pourrait jouer en défaveur de l'attractivité du territoire si l'ISG n'est pas revalorisée.

La fréquentation touristique chute de 5 % en 2012

Lors d'une conférence de presse tenue conjointement avec le comité du tourisme le jeudi 20 juin, l'INSEE a annoncé les chiffres de la fréquentation touristique à Mayotte pour 2012. En retrait de 5 %, le nombre de touristes ayant visité l'île régresse pour la deuxième année consécutive et atteint 45 800. Cette baisse est essentiellement due à la forte diminution du tourisme d'agrément (-28 %), comblée en partie par une hausse importante du tourisme d'affaires (+29 %) tandis que le tourisme affinitaire chute de 4 %. Ainsi, 2012 est la première année où le tourisme d'affaires représente une part plus importante que le tourisme d'agrément (25 % du total contre 22 %).

Pour de plus amples informations, consulter la note n° 64 de l'INSEE à l'adresse suivante :

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/mayotte/themes/infos/infos64/infos64.pdf

Premier forum des métiers de l'artisanat de l'Océan indien

Du jeudi 13 juin au samedi 15 juin, la Chambre des métiers et de l'artisanat (CMA) de Mayotte a lancé le premier forum des métiers de l'artisanat de l'Océan indien. Organisé autour d'une foire artisanale et de nombreux ateliers thématiques de réflexion sur le développement de l'artisanat dans la région, l'évènement, qui ambitionne d'être annuel, a rassemblé plusieurs pays de la région dont Madagascar, les Comores et l'Indonésie dans le but d'échanger et de partager les savoir-faire.

Mise en place du Conseil départemental d'accès au droit

Le jeudi 6 juin s'est tenu le premier conseil d'administration du Conseil départemental d'accès au droit (CDAD). Créé à la fin de l'année 2012, ce groupement d'intérêt public remplace l'ancien conseil territorial d'accès au droit et a pour but, comme dans les autres départements français, de faciliter l'accès à l'information en matière de droit pénal ou civil. Ce premier conseil d'administration a permis de voter le budget de fonctionnement de la structure, mais aussi de présenter les principales missions et actions envisagées. Ainsi, le CDAD disposera d'un budget de 133 000 €, dont 98 000 € à la charge de l'État et 35 000 € du Conseil général. Un chargé de mission et un animateur ont été recrutés pour assurer le fonctionnement et coordonner les projets.

Visite du Président de la Fédération nationale des entreprises publiques locales (FNPEL)

Profitant de sa venue sur l'île de La Réunion à l'occasion des journées professionnelles d'échanges, le président de la FNPEL, Mr Jean-Léonce Dupont, s'est rendu à Mayotte du 27 au 29 juin. Son séjour sur l'île a été l'occasion de rencontrer la Société immobilière de Mayotte (SIM), unique Entreprise publique locale (EPL) mahoraise et membre de la Fédération régionale des EPL de l'Océan indien, et visiter ses grands travaux d'aménagement en cours (logements sociaux à Dzoumogné et ZAC de Hamaha).

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	mai-13	117,2	0,3%	0,8%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	avr.-13	7 417	-2,2%	-10,9%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles mars-13	27 127	22,5%	18,1%
	(hors hydrocarbures)	cumulées mars-13	78 097	53,2%	17,2%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles mars-13	349	43,9%	-17,5%
		cumulées mars-13	920	61,1%	12,2%
	Taux de couverture	mensuel mars-13	1,29%	0,19 pt	-0,56 pt
	cumulé mars-13	1,18%	0,06 pt	-0,29 pt	

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroporuaire (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels mai-13	386	18,0%	-7,0%
		cumulés mai-13	2 014	-	20,3%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels mai-13	23 618	26,0%	21,4%
		cumulés mai-13	104 143	-	3,7%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels mai-13	35,4	27,4%	26,2%
	cumulés mai-13	136,6	-	2,6%	
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles mars-13	10 462	332029,1%	105,4%
		cumulées mars-13	20 611	-	4,1%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		39 470	-0,1%	2,8%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée mars-13	64 392	-	4,6%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle mars-13	10 059	5,9%	5,3%
		cumulée mars-13	29 550	-	5,5%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :				
	- en tonnes	mensuelles mars-13	7,5	-	-
		cumulées mars-13	13,6	-	-
	- en milliers euros	mensuelles mars-13	48,9	205,5%	-
	cumulées mars-13	108,1	-	-	

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Indicateurs de vulnérabilité des ménages

En mai 2013, le Fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France n'a pas enregistré d'incident de paiement sur chèques et compte deux retraits de carte bancaire. Par ailleurs, l'archipel comptait 13 personnes physiques en situation d'interdiction bancaire.

Surendettement

Aucune déclaration de surendettement n'a été déposée auprès de la commission d'examen des situations de surendettement de Saint-Pierre-et-Miquelon depuis décembre 2007.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Les Parlementaires de l'archipel reçus par le Premier Ministre

Les parlementaires de Saint-Pierre-et-Miquelon ont entamé une série d'entretiens importants avec les ministres en charges du dossier Plateau Continental. Les objectifs fixés étaient de sensibiliser et de convaincre M. Laurent Fabius (ministre des Affaires étrangères) et M. Jean-Marc Ayrault (Premier Ministre) que l'extension du plateau est essentielle pour l'avenir de l'archipel.

Victorin Lurel confirme l'arrêt définitif du RSTA à la fin du mois de mai

Le versement du Revenu Supplémentaire Temporaire d'Activité, créé en 2009, va prendre fin à la fin du mois de mai 2013. La création du RSTA était temporaire au moment de sa mise en place, et que le dispositif avait déjà été reconduit plusieurs fois, dont la dernière en décembre dernier par Jean-Marc Ayrault, Victorin Lurel a expliqué que le RSTA allait bien prendre fin le 31 mai 2013. Selon le Ministre, c'est maintenant aux partenaires sociaux de prendre leurs responsabilités pour perpétuer, s'il le faut, ce dispositif.

Visite du Président de la CNFPT à Saint-Pierre

M. François Deluga, Président du Centre national de la Fonction publique, territoriale était à Saint-Pierre du 24 au 27 mai 2013. Il était accompagné de Mme Lyna SRUN (directrice générale adjointe), M. Vincent Potier (directeur général) et de M. Jacques Goubin (directeur de Cabinet).

L'objectif de cette visite était de rencontrer les élus, l'Etat, les personnels de direction et toutes les personnes impliquées dans la formation dans chacune des trois Collectivités pour échanger sur la formation en général, les spécificités, les besoins et les évolutions possibles

Soutien de l'Etat pour l'emploi dans le secteur du BTP

Suite à la Visite de M. Victorin Lurel, Ministre de l'outre-mer, en février 2013, une aide financière de 2 263 000 euros est accordée au territoire pour le secteur du BTP. Cette subvention se répartit de la manière suivante :

- travaux Eau & Assainissement de la ville de Saint-Pierre : 1 million d'euros ;
- terre-pleins et quai de la Gare maritime : 50 000 euros ;
- sécurisation de l'approvisionnement de l'eau potable de l'agglomération de Miquelon : 450 000 euros ;
- réfection de la toiture de l'Ecole l'Île aux Enfants, Ville de Saint-Pierre : 213 000 euros ;
- immeuble Paul Bert : 550 000 euros.

Fin de la 5^e campagne de recherche de l'Oiseau Blanc

L'équipe dirigée par M. Bernard Decré a embarqué à bord de la vedette bleue Zéphyr. Equipée d'un sonar et un magnétomètre, ils ont quadrillé l'équivalent de deux terrains de football chaque jour. Cette fois, la campagne de recherches s'est étalée du 15 mai au 7 juin. Pour cette campagne de recherches, M. Bernard Decré a reçu le soutien financier de l'équipementier français Safran, leader mondial des moteurs d'avions civils.

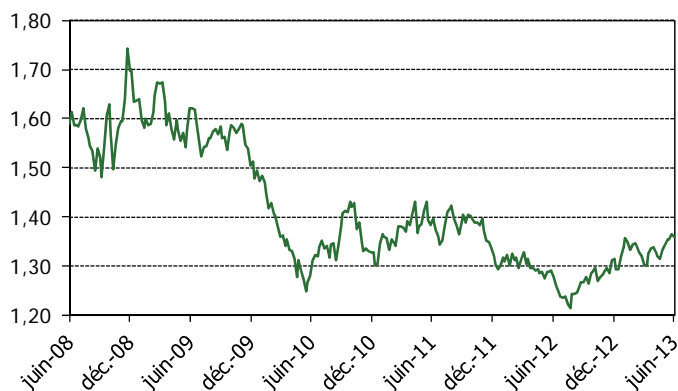
Erik Lindbergh, le petit-fils de Charles Lindbergh était présent pour le dépôt de gerbe au large de Saint-Pierre, rendant hommage à Nungesser et Coli.

La campagne 2013 n'a pas encore permis de découvrir le fameux moteur. La météo n'a pas permis à l'équipage de sortir chaque jour.

Dépréciation du dollar canadien

Le cours de la devise canadienne poursuit sa dépréciation face à l'euro au second trimestre 2013. Le taux de change de l'euro, évolue de 6,5 % sur un an en juin 2013 et de 4,4 % en juin 2012. Il s'établit ainsi à 1,3596 CAN/EUR en moyenne en juin 2013 contre 1,2874 CAN/EUR en juin 2012.

Taux de change du dollar canadien pour un euro



Source : banque-france.fr

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % trimestre précédent	Glissement annuel
Prix (Source : Préfecture)	Prix à la consommation – 1 ^e trimestre 2013	-	+1,0 %	+3,9 %
		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Emploi (Source : DCSTEP)	Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A) Mai 2013 :	371	-2,9 %	+59,2 %
	Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1) Mai 2013 :	264	-1,5 %	+13,3 %
	Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois indemnisés Mai 2013 :	267	-15,8 %	+16,1 %
RSA (Source : CPS)	Nombre de bénéficiaires - fin mai 2013 :	47	+9,3 %	+14,6 %
	Nombre de personnes à charge - fin mai 2013 :	78	+4,3 %	+2,9 %
Commerce extérieur (mouvements réels + mouvements d'entrepôt) (Source : Douanes)	Importations (milliers d'euros) Mai 2013 :	6 823	+7,6 %	+11,7 %
	Cumul annuel :	48 605		+54,8 %
	Exportations (milliers d'euros) Mai 2013 :	51	-52,3 %	-23,9 %
	Cumul annuel :	460	-	-44,2 %
	Déficit commercial (milliers d'euros) Mai 2013 :	6 772	+8,7 %	+12,9 %
	Cumul annuel :	48 145	-	+59,0 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Pêche industrielle (Source : DTAM)	Débarquements (en tonnes) Entre novembre 2012 et mars 2013	639	-	-21,7 %
	Pêche artisanale (Source : DTAM)	Débarquements (en tonnes) Entre avril 2012 et mars 2013	2 212	-
Trafic aéroportuaire Aéroport de Saint-Pierre (Source : Aviation civile)	Nombre de passagers (arrivées + départs) Mai 2013 :	2 313	-23,2 %	-9,0 %
	Cumul annuel :	12 023	-	-8,6 %
	Mouvements d'avions Mai 2013 :	137	-29,7 %	-32,2 %
	Cumul annuel :	898	-	-12,0 %
	Fret et envois postaux (en tonnes) Mai 2013 :	14 016	-2,05 %	-2,8 %
	Cumul annuel :	83 926	-	16,9 %

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,50%	02/05/2013
Taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	02/05/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	02/05/2013

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/13)				
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

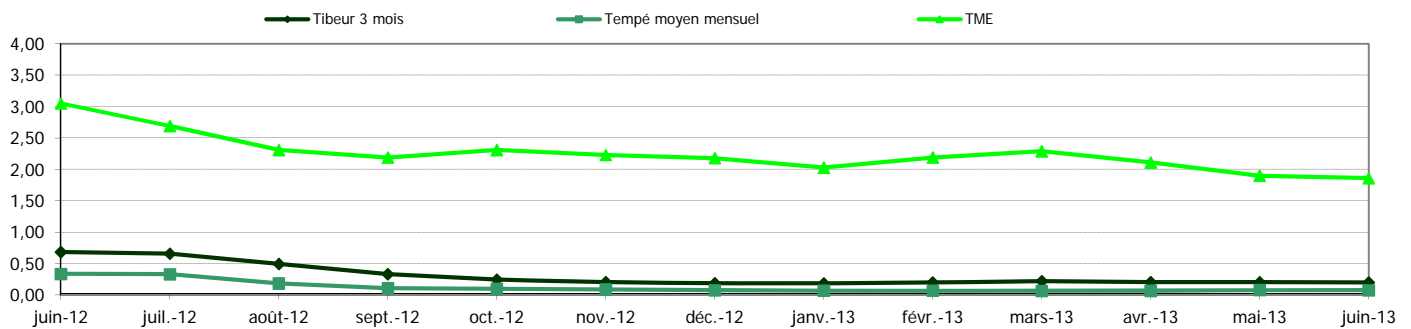
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Juin 2013)				
Mars	Avril	Mai	Juin	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
0,0702%	0,0819%	0,0784%	0,0947%	0,1200%	0,2100%	0,3200%	0,5060%	
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
Mars	Avril	Mai	Juin	Mars	Avril	Mai	Juin	
2,11%	1,90%	1,86%	2,26%	2,31%	2,10%	2,06%	2,46%	

Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	5,23%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,99%
Prêts à taux variable	4,68%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,63%
Prêts-relais	5,44%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,01%
Autres prêts		Découverts en compte (1)	13,36%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,09%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,40%
Prêts d'un montant supérieur à 3 000 euros et inférieur ou égal à 6 000 euros	15,77%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 6 000 euros	11,05%	Découverts en compte (1)	13,36%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

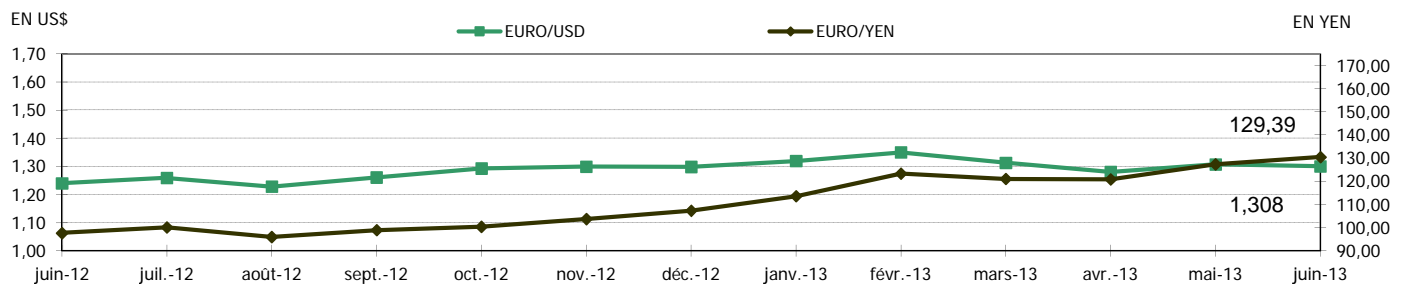
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3080	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,0704	EURO/SRD (Surinam)	4,2932
EURO/JPY (Japon)	129,3900	EURO/BWP (Botswana)	11,14320	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,3287
EURO/CAD (Canada)	1,3714	EURO/SCR (Seychelles)	15,51510	EURO/DOP (Rép. Dom.)	53,5546
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,85720	EURO/MUR (Maurice)	40,4599	EURO/BBB (La Barbade)	2,6019
EURO/SGD (Singapour)	1,6545	EURO/BRL (Brésil)	2,8899	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,3392
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,1477	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,1858	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2853,0077	EURO/XCD (Dominique)	3,5126	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 16 juillet 2013 - Dépôt légal : juillet 2013 - ISSN 1284-4438